

Élections 2006 au Brésil : une rupture politique profonde

mardi 14 novembre 2006, par [LEITE José Correa](#), [MACHADO João](#) (Date de rédaction antérieure : novembre 2006).

Au premier tour des élections, le 1^{er} octobre 2006, c'est un électorat désenchanté envers la politique qui a été confronté à une polarisation politique créée entre les deux plus grands blocs politiques du pays : celui regroupé autour du Parti des travailleurs (PT) et celui formé à partir de l'alliance PSDB-PFL. Cette polarisation a été exprimée, surtout au cours des dernières semaines, par l'affrontement présidentiel entre Lula et Garaldo Alckmin.

Sommaire

- [Une profonde rupture](#)
- [Le PSOL, le Front de gauche et](#)
- [La lutte entre le PT et \(...\)](#)
- [Les résultats du PSOL](#)
- [Le second tour](#)
- [Quel projet pour le pays ?](#)

Avec 46,66 millions de voix Lula a obtenu 48,61 % des suffrages exprimés. Alckmin a obtenu 39,97 millions de voix, soit 41,64 % des suffrages exprimés. C'est la candidate du PSOL et du Front de gauche, Heloísa Helena, qui arrive en troisième position avec 6,575 millions de voix, soit 6,85 % des suffrages exprimés. Enfin le sénateur Cristovam Buarque du PDT — considéré en général comme un parti populiste de gauche — a obtenu 2,54 millions de voix (2,64 %) alors que les autres candidats ont eu des résultats peu significatifs.

Au contraire des élections précédentes la campagne électorale avait été cette fois-ci marquée par une grande apathie. Les explications superficielles attribuent cette apathie à la nouvelle réglementation électorale qui restreint la propagande électorale qui, auparavant, saturait l'électeur plusieurs mois durant. D'autres, plus sérieuses, l'attribuent à la frustration des attentes de changement des secteurs politisés au cours des quatre années de gouvernement Lula. Ces frustrations ont été démontrées par la quasi disparition du militantisme de rues qui caractérisait le PT (militantisme remplacé par le recours aux professionnels) ainsi que par la perte des « votes d'opinion » en faveur du PT. Il était prévisible que cela apparaisse lors du premier grand choc électoral qui a suivi la reconversion explicite de Lula au néolibéralisme (ou au « social-libéralisme ») et la révélation de la très grande corruption au sein du PT.

Une profonde rupture

Le vaste découragement politique et, en particulier, le recul de la conviction que la politique peut être un moyen de transformations sociales et de l'émancipation ; ont néanmoins des racines plus profondes.

Bien des attentes ont été frustrées depuis le rétablissement de la démocratie au cours des années

1980 au Brésil : ce fut le cas de l'espoir déposé durant une période dans le parti d'opposition à la dictature militaire (le PMDB qui était considéré comme un « front démocratique »), des espoirs qui ont accompagné la première élection présidentielle depuis la fin de la dictature (en 1989), et même des espoirs qu'une partie optimiste de la population avait ressentis au cours des premières années du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC). Ainsi la frustration envers Lula et, surtout, envers le PT n'a été que la dernière d'une longue série. Elle est aussi la plus profonde.

Il faut également prendre en compte l'impact des transformations que la société brésilienne a connues depuis 1990. Les quatre années de gouvernement Lula ont en effet suivi les huit ans de gouvernement FHC et les cinq années des gouvernements Collor-Itamar. Cette période a été marquée par une insertion du Brésil au sein du marché mondial en position subordonnée, une mutation néolibérale de la structure productive du pays, la stagnation économique, la désarticulation des anciennes relations et identités de classe, le développement de l'individualisme et du consumérisme, la régression idéologique et la disqualification de l'activité politique civique. Une bonne partie de la gauche socialiste, enracinée dans la classe travailleuse et organisée de manière indépendante, qui a établi le Parti des travailleurs et la Centrale unique des travailleurs (CUT) a cessé d'exister. L'organisation indépendante de classe s'est dissoute, les travailleurs se sont fragmentés socialement et la gauche socialiste qui subsiste est divisée, sur la défensive et traverse une crise de projet. Ce qui au cours des années 1980 et 1990 marquait la différence entre la gauche brésilienne et le reste de la gauche latino-américaine — une action socialiste de masse, ancrée dans le prolétariat organisé et indépendant de la classe capitaliste — a disparu.

La même chose se produit en ce qui concerne les mouvements sociaux. Si les années 1980 ont été marquées par des grandes mobilisations, la décennie 1990 fut marquée par le reflux, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) étant le seul mouvement social qui avait préservé sa grande capacité de mobilisation au cours de cette décennie ; mais depuis le début du gouvernement Lula, le MST s'est engluë dans un borbier. Pour sa part le syndicalisme a cessé d'avoir depuis longtemps déjà un impact politique significatif. Dans ce contexte les nouvelles générations n'ont pas une expérience de grandes mobilisations sociales. Le cycle politique des années 1980 est arrivé à son terme et la déconstruction de l'identité politique de la gauche construite au Brésil a déjà été conclue dans une grande mesure.

Lors de ces élections c'est un PT néopopuliste qui s'est affirmé, une machine électorale fondée sur la direction charismatique de Lula et sur le contrôle des fonds publics, qui se présente comme le défenseur des pauvres contre une élite insensible tout en garantissant la stabilité aux classes dominantes et leur assurant que les affaires tournent comme toujours.

La crise nationale est encore ouverte sans que les deux faces du bloc du pouvoir ne soient capables d'assurer un quelconque progrès futur. Le Brésil continue à stagner dans une économie internationale qui connaît une croissance rapide. L'intégration régionale est paralysée. La crise sociale est aiguë alors que ni Lula, ni Alckmin ne peuvent offrir à la population l'espoir d'un meilleur avenir.

Diverses formes d'organisation se multiplient, mais ne parviennent pas à articuler les actions plus ambitieuses, ce qui est justement le rôle des partis. Le Brésil est une des sociétés les plus conflictuelles du monde, au milieu d'une Amérique latine qui est entrée en ébullition et où des alternatives plus radicales gagnent de l'espace. De nouvelles brèches vont apparaître pour la gauche !

Le PSOL, le Front de gauche et la candidature de Heloísa Helena

Dans ce contexte de recul la candidature de Heloísa Helena au nom d'un Front de gauche a exprimé la résistance contre la perte d'identité de la gauche et constitua la nouveauté dans la lutte électorale, même si cela n'a pas suffi à freiner la crise de la politique progressiste au Brésil.

Le PSOL — qui n'a été reconnu et enregistré comme un parti légal que depuis un peu plus d'un an (en septembre 2005) — est de loin le principal parti du Front de gauche. Les deux autres partis — le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, s'inspirant de la tradition de Nahuel Moreno) et le PCB (Parti Communiste Brésilien) — ont un poids politique et, surtout, électoral beaucoup moins grand.

Au moment des élections le PSOL disposait de quelques milliers de militants, pour une bonne part des syndicalistes, un poids significatif dans la jeunesse et une petite présence parlementaire : une sénatrice, sept députés fédéraux et quatre députés dans des États et quelques dizaines de conseillers municipaux. Il s'agissait donc d'une force minoritaire, ne regroupant qu'une partie de la gauche historique du PT et encore moins de militants originaires d'autres partis (surtout venant du PSTU).

En réalité, le PSOL a eu un impact électoral plus grand que sa fragilité organisationnelle et sa base sociale minoritaire pouvaient laisser espérer, surtout grâce à la popularité et au charisme de la sénatrice Heloísa Helena. Au cours des premiers mois de l'année, avant le début de la campagne, les sondages préélectorales lui accordaient entre 4 et 6 % des intentions de vote et la plaçaient en troisième position. A partir de juillet les mass-médias ont commencé à consacrer du temps à la couverture des élections — surtout de l'élection présidentielle. Les candidats à la présidence ont ainsi eu l'accès durant quelques minutes par jour aux chaînes de la télévision et, en particulier, à Rede Globo, la principale chaîne du pays. De cette manière la disproportion de la couverture médiatique des candidats a été réduite, ce qui a impulsé de manière décisive la candidature de Heloísa Helena. Elle est arrivée jusqu'à rassembler à la mi-août 12 % des intentions de votes (ce qui, une fois déduits les votes blancs et nuls, correspondrait à 14 %, voir même 15 % des suffrages exprimés). Cette percée pouvait être expliquée par plusieurs facteurs : celle de la candidature d'une femme, reconnue par tous comme étant combative, qui avait eu le courage d'affronter le gouvernement Lula alors que ce dernier était au sommet de sa popularité, et qui durant ces semaines avait été peu critiquée ; l'usure de Lula dans les secteurs qui forment l'opinion publique ; voire même l'intérêt de l'opposition liée au PSDB, le parti de FHC et d'Alckmin, à favoriser cette percée pour imposer plus aisément un second tour. Mais à ce moment l'écart entre les intentions de vote pour Heloísa Helena et celles pour Alckmin a commencé à se réduire au point qu'il pouvait paraître possible d'éviter la polarisation entre Lula et Alckmin.

Mais dès le début de la campagne électorale officielle à la TV — le 15 août — les grandes machines électorales ont occupé le devant de la scène et la situation précédente relativement favorable a cessé d'exister.

A partir de ce moment la disproportion énorme entre les ressources matérielles engagées et les capacités organisationnelles des grands deux blocs — le bloc autour de Lula et le bloc PSDB-PFL — et celles du Front de gauche a acquis un poids décisif. Cette disproportion a été amplifiée encore du fait que la législation attribue à chaque force politique un horaire officiel de campagne dans les chaînes de TV et sur les ondes des radios et que le critère fondant cette attribution ce sont les résultats électoraux des partis lors de l'élection précédente, dans ce cas celle de 2002, alors que le PSOL n'existait pas encore.

De plus la fragilité organisationnelle du PSOL et du Front de gauche ne permettait pas d'organiser

tous ceux qui s'en étaient approchés au cours de la campagne et qui voulaient y collaborer. Ainsi une partie de l'électorat potentiel d'Heloísa Helena s'est rendue compte que sa base organisationnelle était trop étroite pour constituer une alternative réelle. Enfin, surtout au cours des dernières semaines, lorsque la distance entre Lula et Alckmin s'est réduite et que la possibilité d'un second tour commençait à être évoquée, la pression du « vote utile » a commencé à apparaître.

La fragilité organisationnelle du Front de gauche allait de pair avec sa fragilité politique, ce qui a pesé sur sa campagne. Il n'a pas été possible de construire une direction politique unifiée de la campagne nationale, ni dans la plupart des États. La conséquence la plus sérieuse de cette fragilité a été l'incapacité de conclure la rédaction d'un programme de gouvernement — seul un manifeste a été rendu public — du fait des divergences politiques internes au sein du PSOL et avec les autres partis composant le Front. Cela ne signifie pas que Heloísa Helena et les divers autres candidats et candidates du PSOL et du Front n'aient pas présenté d'alternatives programmatiques. Mais le fait de ne pas avoir conclu un document programmatique complet a réduit l'impact de la présentation de ces alternatives et a rendu le Front vulnérable face aux critiques des adversaires et de la presse.

Une autre limitation politique de la campagne de la camarade Heloísa Helena consistait dans le fait qu'elle parlait plus à la première personne qu'en tant que représentante d'un projet politique ou d'un processus de luttes sociales. Dans une certaine mesure c'était inévitable : il s'agissait d'une candidate ayant un impact national et d'un projet politique dont la construction venait à peine de commencer, n'ayant pas encore une direction collective, alors que le niveau de mobilisation populaire était bas. En outre c'est aussi la logique de l'élection présidentielle : ce sont les candidats qui s'affrontent et non leurs partis ou les fronts qui les soutiennent. Mais il ne fait pas de doute que ce fut une des faiblesses politiques de la campagne.

Une autre question qui a eu une répercussion négative sur la campagne — sans que son impact électoral soit sans doute significatif — fut la dépénalisation de l'avortement. Alors qu'une très large majorité du PSOL et celle du Front de gauche sont favorables à la dépénalisation de l'avortement, Heloísa Helena ne l'est pas pour des raisons de conscience. La presse a perçu cette divergence et à partir de ce moment elle lui a sans cesse demandé sa position sur la question (alors que les autres candidats n'étaient jamais interrogés sur ce sujet).

De tout façon, atteindre plus de 6,5 millions de voix et 6,85 % des suffrages exprimés constitue un résultat historique, tant au Brésil qu'à l'échelle mondiale, pour une candidate qualifiée toujours de « radicale » et qui a conclu sa campagne (lors du dernier débat entre les candidats à la TV) en disant que sa campagne avait pour but de sauver l'engagement socialiste que le PT avait abandonné.

Les 6 575 393 suffrages obtenus par Heloísa Helena (1,56 millions dans l'État de São Paulo, 1,42 dans celui de Rio de Janeiro, 579 mille au Minas Gerais et 440 mille à Rio Grande Do Sul) représentaient principalement le soutien à une politique éthique et antinéolibérale. Dans une situation difficile pour la gauche c'est une victoire, et le résultat d'un dialogue établi avec les secteurs progressistes de l'Église, les fonctionnaires du secteur public, les travailleurs organisés, des secteurs de la classe moyenne libérale et de l'université. La signification de ce résultat apparaît encore plus clairement lorsqu'on sait que Heloísa Helena a obtenu plus de 17 % des voix dans l'État de Rio de Janeiro — considéré comme le plus politisé du pays — et 25 % à Maceió, sa ville, située dans le nord-est du Brésil, la région qui a le plus profité des programmes d'assistance du gouvernement Lula et dans laquelle le candidat du PT a obtenu ses meilleurs résultats.

Au total l'électorat de gauche au sens large, critique des deux variantes du modèle néolibéral, a atteint près de 10 % de l'électorat. Il s'agit de secteurs diffus qui ont rompu avec le PT et ont voté pour Heloísa Helena et pour Cristovam Buarque.

La lutte entre le PT et le PSDB

Le PT et le PSDB préparaient leur affrontement électoral depuis les élections municipales de 2004. Bien que les résultats de cette élection avaient déjà révélé la fragilité du PT dans les grands centres du sud-est et du sud, ce n'est qu'après le scandale du « mensalão » (1), à partir de juin 2005, que la situation du parti devint réellement difficile. Mais tout au long du premier semestre 2006 Lula a rétabli sa situation et il est entré dans la campagne électorale en tant que favori. Le scandale du « mensalão » a été enterré par d'autres scandales — ceux des « vampires » (2) et des « sangsues » (3). Quant au candidat du PSDB, il est entré en campagne avec un parti divisé et, pour cette raison, sans être assuré de parvenir au second tour.

Selon tous les commentateurs, si finalement le score atteint par Lula au premier tour a été moins important que prévu, et qu'un second tour soit nécessaire, cela tient à deux faiblesses du président sortant : aux répercussions du « scandale du dossier » (4) et au refus de Lula de prendre part au débat contradictoire entre les candidats à la présidence, diffusé à la télévision trois jours avant le vote (5).

L'aspect le plus surprenant de la confrontation entre Lula et Alckmin, c'est qu'elle a conduit à une polarisation électorale et à une identification des pauvres et des riches avec ces deux candidatures, sans que pour cela n'implique une quelconque polarisation des projets pour l'avenir de la nation.

En pratiquant des politiques d'assistance et en jouant de son charisme personnel, Lula a réussi à maintenir une identification avec les pauvres et avec les régions « sous-développées » du pays. L'impact du programme « Bolsa Família » (6) était déjà assez important pour peser dans la balance électorale, alors que le symbole d'un Président de la République d'origine populaire continue à jouer un rôle électoral significatif. Par contre les secteurs les plus riches et les plus conservateurs se sont spontanément identifiés à Alckmin, qui personnifie le néolibéralisme le plus brutal.

Ceci dit, le « dossier-gate », qui mettait une nouvelle fois sur le devant de la scène l'utilisation quotidienne des méthodes mafieuses par la machine du PT — y compris jusqu'à mettre en danger la réélection de Lula lui-même — a renforcée l'indignation des secteurs de couches moyennes et de la bourgeoisie contre le PT et a renforcé la tentation de le punir en lui imposant un second tour (7). Y compris des secteurs qui avaient jusque-là préservé leur neutralité ont fini finalement par s'incliner à droite vers un antipétisme recyclé. Pressés par la situation, Lula et le PT ont renforcé l'identification d'Alckmin avec les riches et avec les politiques des gouvernements de FHC tout en multipliant, entre les deux tours, leurs promesses pour les pauvres et en prétendant entrer dans une phase gauche de leur gouvernance — tout en assurant qu'ils ne vont pas modifier la politique économique et qu'ils poursuivront la politique du budget en réduisant encore les dépenses publiques !

Ainsi, si l'on assiste à une identification sociale des pauvres avec Lula, cela ne signifie nullement que nous sommes devant la confrontation entre deux alternatives politiques et sociales distinctes. Il s'agit d'une politique clientéliste de l'État, nourrie par l'utilisation des fonds publics pour financer des aides au revenu minimum, qui ont un grand impact vu la misère dans laquelle vit la majorité de la population. On peut penser qu'un éventuel gouvernement Alckmin serait différent du second gouvernement Lula en ce qui concerne certains aspects de la politique extérieure, par contre rien ne permet de dire que Lula II va rompre avec l'orthodoxie néolibérale.

Les résultats du PSOL

Les scores électoraux du PSOL — de même que ceux du Front de gauche (le PSTU et le PCB n'ont pas ajouté beaucoup de voix) — ne sont pas comparables à ceux de Heloísa Helena, montrant ainsi la faiblesse du parti (et celle du Front). Là où nous avons pu présenter des candidats aux postes de gouverneurs des États capables de soutenir un large débat politique, nous parvenons cependant à capitaliser une partie significative des votes pour Heloísa Helena. Ce fut le cas dans le District Fédéral et à Pará, où les candidatures de Toninho et de Edmilson ont dépassé les 4 % des suffrages exprimés, à Ceará, où Renato Roseno obtint 2,75 % des suffrages (mais a dépassé les 7 % des voix dans la capitale, Fortaleza) et à São Paulo, avec Plínio Sampaio, qui obtient 2,5 % (ce qui représente un demi million de voix). Mais dans la majorité des États nos candidats dépassent juste le 1 % des voix, voire n'arrivent même pas à ce score.

A la proportionnelle nationale le PSOL a totalisé 1,149 million de voix, soit 1,4 % des suffrages exprimés, très en deçà de la barrière de 5 % permettant de prendre part au partage des sièges de députés fédéraux. Nous n'avons de ce fait réussi à élire que trois députés fédéraux — Luciana Genro dans l'État de Rio Grande do Sul, Ivan Valente à São Paulo et Chico Alencar à Rio de Janeiro — et trois députés des parlements étatiques — Gianazzi et Raul Marcelo à São Paulo et Marcelo Freixo à Rio de Janeiro. Le PSTU et le PCB n'ont eu aucun élu.

Si nous évaluons ces résultats en prenant en compte qu'il s'agit de la première élection à laquelle le PSOL a pris part, nous pouvons dire qu'ils ne sont pas mauvais. Mais si nous les comparons à la situation du parti avant les élections, il y a un recul du PSOL. A l'issue des élections le PSOL dispose en tant que parti d'une représentation institutionnelle plus faible que celle dont il disposait. Ceci peut être expliqué essentiellement par la fragilité du PSOL en tant que parti et par la très grande difficulté de réaliser en son sein l'unité dans l'action. Il a manqué au PSOL la capacité de faire connaître ses candidats dans les secteurs sociaux et dans les régions essentielles.

Nous perdons donc une partie du capital politique que nous avons en sortant du Parti des travailleurs : les mandats détenus par les députés fédéraux dans les États de São Paulo (Orlando Fantazini), de Rio de Janeiro (Babá), à Brasília (Stérile) et dans l'État de Ceará (João Alfredo) ; ainsi que quatre mandats de députés au niveau des États (ceux-ci compensés partiellement par l'élection de trois nouveaux députés étatiques).

Avec la dispersion politique interne du PSOL il était difficile d'obtenir un résultat qualitativement différent à la proportionnelle. A la lumière des résultats le maximum que nous aurions pu espérer si le vote pour la liste du parti avait été supérieur, c'était de faire élire un député fédéral supplémentaire à São Paulo et un autre à Rio de Janeiro.

En réalité, comme nous l'avons déjà mentionné, nous n'avions pas disposé dans cette campagne même d'un embryon de direction politique collective. La présence solitaire de Heloísa Helena à de nombreuses occasions témoignait de cette faiblesse de direction sur le plan politique, organisationnel et financier. Une partie de militantes et de militants du PSOL, engagés dans le syndicalisme, a témoigné du manque d'expérience en ce qui concerne l'intervention électorale. De ce fait Heloísa a joué un rôle très important en soutenant un rythme de campagne constant dans un pays de dimension continentale, sans disposer des conditions matérielles pour cela.

Le résultat électoral montre également les limites de l'activité du PSTU et du PCB. Le premier a apporté autour de cent mille votes, le second seulement une quarantaine de milliers.

Le second tour

Tant dans la présidentielle que dans les élections de plusieurs gouverneurs des États un second tour devait avoir lieu. En ce qui concerne la présidentielle le PSOL a décidé de ne soutenir aucun des deux candidats restants, bien que quelques secteurs du parti tendaient vers une forme de soutien à Lula, pour barrer la route à Alckmin, le candidat le plus à droite, et qu'un autre secteur du parti se prononçait pour une campagne autour du slogan « pas une seule voix pour Alckmin » (laissant ainsi ouvert la vote nul ou le vote en faveur de Lula).

Plusieurs raisons justifient le refus de la majorité du parti à adopter une de ces orientations. Premièrement Lula va construire un gouvernement clairement social-libéral, c'est-à-dire qu'en ce qui concerne la politique économique et les politiques sociales il suivra le modèle néolibéral. Deuxièmement, il a formé un arc d'alliances réunissant une partie substantielle des partis les plus à droite du Brésil, tel par exemple le parti de Paulo Maluf (8). Lula n'est donc pas le candidat d'un bloc de gauche, malgré l'existence d'une polarisation sociale en sa faveur, comme nous l'avions déjà mentionné.

Le sociologue Ricardo Antunes, un des fondateurs du PSOL, a expliqué son opposition à l'idée de soutenir Lula au second tour (9) de la manière suivante : « Il est évident que les candidatures de Lula et de Geraldo Alckmin ne sont pas identiques. Mais l'architecture de leur politique économique est très semblable : liens avec les banques, avec le capital financier et avec le grand capital industriel. Si Alckmin est le candidat de la droite traditionnelle, le gouvernement Lula pour sa part est l'expression des luttes sociales auxquelles il a mis fin pour assumer l'orientation de la droite. Ainsi, Lula agit pour désarticuler les luttes sociales. Son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, a tenté d'attaquer les retraites du public et de taxer les retraités des années durant, mais il n'a pas réussi et a dû affronter l'opposition des mouvements sociaux. Ce que le gouvernement Lula a fait en se montrant très « compétent » pour déstructurer les gauches brésiliennes, qui ont été décimées. Le défi que le PSOL et les mouvements sociaux doivent relever, c'est de reconstruire la gauche. La confusion générée par le gouvernement Lula atteint ainsi les sommets, pour les mouvements sociaux il est à la fois l'ami et l'ennemi et même son propre gouvernement prétend être en lutte entre la gauche et la droite. Ainsi, entre lui et Alckmin, il est difficile de dire quel est le choix le plus néfaste. »

Il s'agit là d'une opinion majoritairement partagée par les militantes et les militants du PSOL. Ce dernier n'a pas pour autant fait une campagne active en faveur du vote nul, respectant de cette manière la position de ceux des électrices et électeurs de Heloísa Helena qui s'inclinaient pour le vote en faveur de Lula.

Quel projet pour le pays ?

Le PSOL, tout comme le Front de gauche, a besoin d'une réflexion profonde sur son projet politique.

Le Brésil néolibéral est très différent du Brésil développementiste, qui reste encore vif dans notre imagination politique. Depuis la contre-réforme des retraites jusqu'à la « Bolsa Família », Lula a opéré avec intelligence en prenant appui sur cette réalité, qu'il connaissait et qui avait déjà été largement consolidée par le gouvernement FHC. Sous le gouvernement Lula cela a provoqué une petite chute, qui peut sembler paradoxale, de la concentration statistique du revenu. Il s'agit en réalité d'une redistribution des revenus entre les seuls travailleurs : un petit accroissement du revenu pour un grand nombre de pauvres, une réduction de celui-ci pour les travailleurs les mieux rémunérés et les « classes moyennes ». Quant aux 20 000 familles qui régissent le Brésil, elle

prospèrent mieux que jamais, leur privilèges historiques ont été préservés et elles n'ont été en rien concernées par la dite redistribution. Si cette opération n'est pas viable en tant que projet pour le développement de la nation, c'est une manière efficace pour maintenir la stabilité dans une des sociétés les plus inégales du monde.

L'opinion publique de gauche, la partie organisée et consciente de la classe ouvrière industrielle, les « couches moyennes » et les intellectuels engagés dans les activités civiques ont ainsi perdu du poids et leur identité a été déchirée du fait de l'approfondissement de la prolétarianisation et de la précarisation. Ces couches — produits du développement national jusqu'aux années 1980 — ont été les plus sacrifiées par le nouveau régime d'accumulation version Lula. Notre projet de gauche devrait les vertébrer dans le cadre d'un nouveau bloc historique avec les masses paupérisées.

Un espace structurel, même s'il est minoritaire pour le moment, continue à exister pour un projet de gauche dans le pays. Mais tout projet à vocation hégémonique, qui a l'ambition de développer une nation prospère, juste et souveraine et qui prétend rendre viable une transition pour la construction du socialisme, devra faire face à deux défis :

— D'une part, structurer l'intervention politique de ce secteur de la population. Cela signifie reprendre les aspirations du passé développementiste, qui peuvent être synthétisés en termes de croissance, de l'emploi et de salaires, mais qui imposent une série de corollaires qui ne seront pas viables dans un avenir prévisible : économie prospère, syndicalisme dynamique, éducation et santé publiques et de qualité, perspectives de promotion sociale. Cela signifie aussi la nécessité d'incorporer des thématiques nouvelles qui concernent ces secteurs chaque jour davantage — depuis l'écologie à la liberté de la connaissance, depuis la culture jusqu'à la sexualité, depuis les politiques identitaires jusqu'à l'altermondialisme. Il s'agit là de questions stratégiques, qui intéressent particulièrement la jeunesse, sans laquelle n'existe pas une recomposition politique de la gauche.

— D'autre part ; récupérer la vocation hégémonique, c'est-à-dire se réintégrer dans le dialogue avec les masses paupérisées, avec cette majorité nationale, qui approuve aujourd'hui Lula dans les urnes et qui restera imperméable à une gauche non étatiste qui ne valoriserait pas les politiques de revenu. Lula est néopopuliste parce qu'il a trouvé une formule stable pour s'adresser à ces masses paupérisées, comme avant lui Getúlio Vargas (10) qui offrait des perspectives d'emploi et de promotion sociale à la classe ouvrière dans le cadre fordiste-cepaliste (11).

De la même manière que la rupture avec le vieux populisme ne fut possible que lorsque les secteurs qui en constituaient la cible se sont élevés au niveau de protagonisme autonome, le dépassement du lulisme ne sera possible que par l'universalisation des politiques de garantie des revenus et/ou de l'emploi. Il s'agit là d'un progrès très improbable dans le monde néolibéral, mais aussi moins éloigné de l'horizon de l'imagination de la majorité de la population brésilienne que ne le sont les 50 millions de postes de travail promis maintenant.

Mais outre ces défis immédiats et devant être naturellement articulés avec eux, le plus grand défi c'est celui de la reconstruction internationale de la crédibilité d'un projet socialiste et de l'élaboration d'un nouveau programme de transition.

Notes

1. Le scandale des « mensualités » a conduit à la mise en accusation de 19 députés, accusés de recevoir sous la table de très importants paiements mensuels du gouvernement pour voter ses propositions. Des dizaines, voire même plus d'une centaine de députés et sénateurs ont sans doute pu rester en dehors de l'affaire grâce aux diverses manœuvres effectuées par les élus pétistes et

leurs alliés au Congrès. L'argent des « mensalão » provenait des diverses fraudes dans les entreprises publiques (entre autres la Poste et l'Institut des réassurances du Brésil) et transitait par une entreprise privée de publicité dirigée par Marcos Valerio, dont le patrimoine a été multiplié par quatre depuis l'arrivée de Lula et qui a obtenu depuis lors plus de 150 millions de réais — soit environ 55 millions d'euros — de contrats gouvernementaux.

2. Fraudes dans les appels d'offres pour l'achat de médicaments. De plus des « trafic d'influences » ont été prouvés dans Petrobras, dans la BR Distribuidora, dans l'Infraero, dans les Ministères de la Communication et des pensions et retraites, dans l'Institut National d'Assurance Sociale (INSS), dans le Fondo de Pensión Nucleos (fonds de pensions des fonctionnaires d'Electrobras) et dans le Secrétariat de Santé du District Fédéral. L'ex-ministre de la Santé et candidat du PT au gouvernement Pernambuco, Humberto Costa et l'ex-trésorier du PT Delúbio Soares dirigeaient deux groupes différents organisant ces fraudes.

3. L'entreprise Planam (appartenant à la famille Vedoin) a monté un schéma de vente d'ambulances surfacturées pour les communes de divers États du pays. Une centaine de députés et sénateurs ont présenté des amendements parlementaires pour libérer des ressources « destinées à la santé » dans plus de 600 communes. Le groupe, qui fonctionnait depuis 2001, a surfacturé à 110 % plus de mille véhicules pour un montant total de quelques 110 millions de réais (plus de 40 millions d'euros). Outre des congressistes, des dizaines de hauts fonctionnaires du Ministère de la Santé, plus d'une cinquantaine de conseillers parlementaires, et au moins 60 prefeitos (maires), sont impliqués. Tous recevaient des « commissions » pour leur participation. Les recherches ont identifié plus de deux dizaines d'entreprises fantômes et diverses organisations non gouvernementales (ONG) qui servaient d'intermédiaires pour ces fraudes.

4. Le 15 septembre 2006 la police fédérale arrêta des employés de dirigeants du PT avec 1,7 million de réais (soit environ 630 000 euros), lorsque ces derniers tentaient d'acheter un dossier avec des informations pouvant être utilisées contre José Serra, dirigeant du PSDB...

5. Se considérant sans doute au-dessus des autres candidats (à moins qu'il n'ait craint la confrontation avec Heloísa Helena), Lula n'a participé à aucun des trois débats télévisés.

6. Le Programme « Bolsa Família » (Bourse de la famille) est un programme d'allocations pour les familles en situation d'extrême pauvreté (avec un revenu mensuel par famille de moins de 90 réais, soit moins de 35 euros). Les allocations mensuelles varient entre 50 et 95 réais (19,5 et 35,2 euros), selon les revenus familiaux et le nombre d'enfants. En s'inscrivant à la « Bolsa Família », la famille s'engage à maintenir ses enfants à l'école et à leur procurer les soins de base. En 2006, environ 25 % des familles du pays ont bénéficié de ces allocations.

7. Il est à ce titre intéressant de noter qu'Alckmin a totalisé au second tour presque 2,5 millions de voix de moins qu'au premier tour !

8. Paolo Maluf, entrepreneur et politicien brésilien, avait soutenu le coup d'État militaire de 1964 ce qui lui a valu d'être nommé maire de São Paulo (1969-1972) puis gouverneur de cet État à la fin de la dictature militaire (1979-1982). Son « Parti progressiste » est issu de l'ARENA, le parti officiel de la dictature. Il parvint à se faire réélire maire de São Paulo en 1992. Actuellement il est député fédéral. Depuis qu'il a offert des coccinelles VW à chacun des vainqueurs de la coupe du monde de football — cadeau payé avec l'argent public — il personnifie la corruption au Brésil au point que le verbe « malufar », qui signifie « voler l'argent public », a été créé à partir de son nom de famille. Il a été condamné pour corruption.

9. Interview donnée à l'Agência Carta Maior le 13 octobre 2006.

10. Getúlio Vargas a été président de la République en 1930-1945, période où il a lancé le programme populiste de « l'État Nouveau », et en 1950-1954.

11. De CEPAL, Commission économique pour l'Amérique latine, un organisme des Nations Unies qui a popularisé les thèses sur le développement économique.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 521/522 de novembre 2006. Traduit du portugais par J.M.

** José Corrêa Leite, animateur du Forum social mondial et militant de la gauche de la Tendance Démocratie socialiste, a quitté le Parti des travailleurs pour rejoindre le PSOL en septembre 2005. João Machado, économiste, fondateur du Parti des travailleurs et longtemps membre de sa direction nationale pour la Tendance démocratie socialiste, a quitté le PT après l'exclusion bureaucratique de la sénatrice Heloísa Helena et s'est attaché à la construction du PSOL. Les deux auteurs militent au sein du courant Enlace du PSOL et sont membres du Comité International de la IV^e Internationale.